

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 4803 - LUNDI 29 JUILLET 2024

TRANSPORTS EN COMMUN

L'intersyndicale menace d'augmenter le prix de la course

L'intersyndicale des transporteurs en commun du Congo a annoncé, dans un communiqué publié le 25 juillet à Brazzaville, l'augmentation du prix de transport à compter du 5 août prochain, en raison de la non prise en compte de ses revendications par le gouvernement. Le prix du bus pourrait passer de 150 à 250 F CFA et celui du taxi de 1000 à 1500 F CFA. « Cette augmentation des prix sera appliquée sur toute l'étendue du territoire national », a-t-elle indiqué.

Page 5



Des moyens de transport en commun à Brazzaville/Adiac

INTERNET

Sensibiliser davantage à l'usage responsable des réseaux sociaux



Philippe Mvouo

Dans le cadre de la campagne « Etre citoyen en ligne » initiée par le Conseil supérieur de la liberté de communication, le président de cette institution, Philippe Mvouo, a appelé le 26 juillet à la poursuite de la sensibilisation à l'utilisation responsable des réseaux sociaux.

Il s'est exprimé lors de la présentation des résultats de cette campagne qui a été menée dans les différents départements du Congo.

Page 3

COOPÉRATION

Des progrès dans le partenariat entre le Congo et l'UE

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en République du Congo, Giacomo Durazzo, a affirmé le 26 juillet à Brazzaville que le partenariat entre les deux parties avait connu des progrès.

« Je pense qu'on a fait des progrès, notamment dans les domaines de l'environnement et des forêts dans lesquels le partenariat entre l'UE et le Congo est très fort », a déclaré Giacomo Durazzo, à l'issue d'un entretien avec le président Denis Sassou N'Guesso.

Page 2



EDITORIAL

Du côté du parquet

Page 2

SCIENCES

La Société congolaise de philosophie se structure

Les membres de la Société congolaise de philosophie se sont retrouvés du 23 au 24 juillet à Brazzaville où ils ont doté

leur structure d'un bureau exécutif, d'un conseil scientifique et d'un comité d'honneur.

Page 6

ÉDITORIAL

Du côté du parquet

Sans préjuger des conclusions des interpellations opérées ces dernières semaines chez certains fonctionnaires de l'Etat soupçonnés de détournement des deniers publics, ou de trafic d'influence, on peut parler d'une actualité judiciaire en pole position. A cette étape des enquêtes préliminaires, sûrement les personnes concernées bénéficient de la présomption d'innocence.

S'il s'avère néanmoins que les dénonciations à l'origine de l'enclenchement de l'action publique pour des faits d'une gravité présentée par le procureur de la République comme incontestable, les conclusions seront certainement vite rendues. Mais pendant que l'on y est, l'alerte donnée en son temps par un contrôleur en poste à l'hôpital général de Dolisie, depuis relevé de ses fonctions, peut être un cas d'école. Pour deux raisons :

La première est d'ordre administratif. Les réseaux sociaux ont beau représenter de nos jours un canal de communication à grande vitesse, les mettre en avant chaque fois qu'il est question de régler un contentieux dans un service public peut avoir une sonorité contreproductive. A moins de se trouver dans une situation où tout contact avec la hiérarchie est improbable. Mais même dans ces conditions, prendre d'autres dispositions peut aider à mieux gérer le conflit.

La seconde raison relève de l'intérêt pour l'administration d'assurer à tout instant le contrôle interne de ses services. Etant par essence une machine lourde, elle doit maximiser les chances de mieux se tirer d'affaires en tenant compte des rapports officiels reçus de ses hauts fonctionnaires, mais aussi des « gémissiments » des agents intermédiaires quand ils alertent sur les écarts de comportement des premiers.

Il ne s'agit pas d'instaurer la chasse aux sorcières, mais d'appliquer la règle de contrôle sans laquelle le laisser-faire et le laisser-aller s'érigent en normes de gestion de la chose publique. La grande victime en serait toujours l'Etat.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Des progrès dans le partenariat entre l'UE et le Congo

L'ambassadeur de l'Union européenne (UE) en République du Congo, Giacomo Durazzo, a affirmé le 26 juillet à Brazzaville que le partenariat entre les deux parties avait connu des progrès.

« Je pense qu'on a fait des progrès, notamment dans les domaines de l'environnement et des forêts dans lesquels le partenariat entre l'UE et le Congo est très fort », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien avec le président Denis Sassou N'Guesso.

L'UE et le Congo coopèrent dans plusieurs domaines, parmi lesquels la conservation et la gestion durable des forêts, le développement des chaînes de valeur dans l'utilisation du bois et l'environnement.

Le diplomate européen a précisé qu'en dehors de ces secteurs d'activités, « il y a également d'autres sujets sur lesquels on travaille, notamment la diversification économique, les investissements, le port autonome de Pointe-Noire ».

De nationalité italienne, Giacomo Durazzo est arrivé au terme de son mandat diplomatique au Congo où il a passé trois ans. Le chef de la délégation de l'UE a indiqué qu'il quitte le Congo avec « un sentiment mitigé, mélange entre tristesse pour avoir quitté un pays où j'ai beaucoup aimé travailler et vivre ; énormément de satisfaction au niveau professionnel pour



Giacomo Durazzo

le partenariat entre l'UE et le Congo, mais aussi au niveau personnel pour les échanges avec les Congolais ».

« J'espère que les trois années passées ici ont apporté une contribution dans la

construction du partenariat entre l'UE et le Congo », a renchéri Giacomo Durazzo qui fait également valoir ses droits à la retraite après 32 ans de service.

La Rédaction

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :

Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzé, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepe chesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

RÉSEAUX SOCIAUX

Inscrire la campagne « Être citoyen en ligne » dans la durée

Pour que les acquis de la campagne "Être citoyen en ligne" portent des fruits dans le temps, il est nécessaire de poursuivre l'œuvre avec l'implication de tous les acteurs, a estimé le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), Philippe Mvouo, le 26 juillet à Brazzaville, lors de la restitution des résultats de cette campagne dont l'objectif a été d'encourager l'adoption des comportements responsables dans la publication et le partage des contenus en ligne.

La phase expérimentale de la campagne «Être citoyen en ligne», qui n'a duré que quelques jours, ne suffit pas à combattre l'incivisme sur les réseaux sociaux. « *Le résultat est que nous avons semé. Lorsque l'on sème, le semeur n'attend pas que la graine germe le même jour* », a déclaré Philippe Mvouo, devant un parterre de journalistes, responsables des médias, hommes politiques, activistes en ligne avec lesquels il a interagi dans une série de questions-réponses et propositions.

Les initiatives qui intègrent la philosophie de la campagne «Être citoyen en ligne» ne devraient donc pas s'arrêter en si bon chemin. « *De retour de campagne, toutes les délégations ont produit les rapports de mission dont l'un des points communs est que cette initiative est bien accueillie partout avec des propositions pour l'améliorer et le souhait de la voir être pérennisée. Tous*



Les participants à la restitution de la campagne «Être citoyen en ligne»/Adiac

étant conscients que le mal est profond », a fait savoir le coordonnateur de cette campagne, Joachim Mban-

za, évoquant un long combat à mener contre les dérives morales qui, chaque jour, alimentent les réseaux sociaux.

Après le lancement officiel de la campagne «Être citoyen en ligne», le 15 mai dernier à Brazzaville, le

« De retour de campagne, toutes les délégations ont produit les rapports de mission dont l'un des points communs est que cette initiative est bien accueillie partout avec des propositions pour l'améliorer et le souhait de la voir être pérennisée. Tous étant conscients que le mal est profond »

CSLC a déployé treize délégations dans les chefs-lieux de départements. Du 20 au 24 du même mois, dans différentes localités, la campagne a été marquée, entre autres, par des rencontres et échanges avec les autorités, les forces vives locales, la sensibilisation des publics cibles : jeunes hommes et femmes, journalistes, activistes sur les médias et réseaux sociaux.

Cette campagne de sensibilisation à l'usage responsable des réseaux sociaux est une mesure contributive du CSLC face à la persistance du phénomène de déviance morale qui s'y développe. Pour Philippe Mvouo, le Conseil seul ne peut pas mener ce grand et long combat. Il a ainsi réitéré l'appel à l'implication de tous : églises, société civile, partis politiques ainsi que bien d'autres structures et acteurs pour emmener les Congolais à faire bon usage des réseaux sociaux.

Rominique Makaya

LE FAIT DU JOUR

Le 5 novembre aux Etats-Unis

En dépit d'opposer le républicain Donald Trump et la démocrate Kamala Harris (sa désignation officielle lors de la convention de son parti dans quelques semaines étant considérée comme une formalité), l'élection présidentielle américaine du 5 novembre prochain occupe une place particulière dans les cogitations des chancelleries du monde.

Les Etats-Unis ayant toujours un mot à dire, ou quelque chose à faire sur ce qu'il se passe chez eux et ailleurs, la question se pose à présent de savoir quelle place les conflits en cours en Ukraine et à Gaza prendront dans l'agenda de la future ou du futur locataire de la Maison Blanche. Mais aussi comment la première puissance entend-elle orienter sa politique étrangère

au regard de la tension toujours croissante qui l'oppose à d'autres puissances et non des moindres comme la Russie, la Chine ou encore l'Iran.

Il est indéniable que si Washington, Moscou et Beijing, voire Téhéran, parviennent à un accord, même à minima, sur les points de friction essentiellement sécuritaires, économiques et commerciaux, ils pourront apporter à la communauté des nations le peu de leur dont elle a besoin pour apaiser son anxiété. C'est pour cette raison, entre autres, que sans rien exagérer, la succession de Joe Biden dans quatre mois interroge au-delà des frontières des Etats-Unis.

Par le passé, bien que se repoussant réciproquement, la Maison Blanche et le Kremlin

se donnaient les limites à ne pas franchir dans leur concurrence de gérer à deux les affaires du monde. A ce titre, pendant plusieurs décennies, des rencontres de haut niveau avaient permis de maintenir cet équilibre indispensable à la poursuite par chacun de ses objectifs stratégiques. En outre, le dialogue maintenu dans le cadre des institutions internationales (système des Nations unies et autres, comme le G8, etc.) compensait les « tares » diplomatiques éventuelles.

La réalité aujourd'hui est que le dialogue a été rompu. Chaque camp travaille à ce que les barrières posées par le refus de se parler se renforcent davantage, quitte à glisser si l'on n'y prend garde vers l'éclatement d'un conflit de grande ampleur.

Quand on écoute les discours des décideurs, la dominante est à la confrontation comme s'ils œuvraient tous à entrer dans l'histoire avec le statut de fossoyeurs de la paix.

Les tensions ont accru ces dernières années parce que les dirigeants privilégient d'autres options que celles autour desquelles un consensus permet de préserver les valeurs universelles essentielles. Ces choix risquent de les faire obliger de la grande histoire que leur présence aux affaires, pourtant légitime, aura contribué à édifier. Gageons que l'issue de la confrontation électorale du 5 novembre aux Etats-Unis bénéficiera au reste du monde dans le sens d'y apporter un peu de tranquillité.

Gankama N'Siah

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

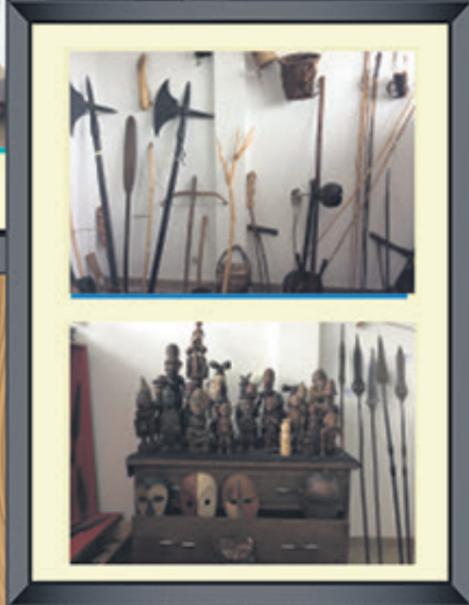
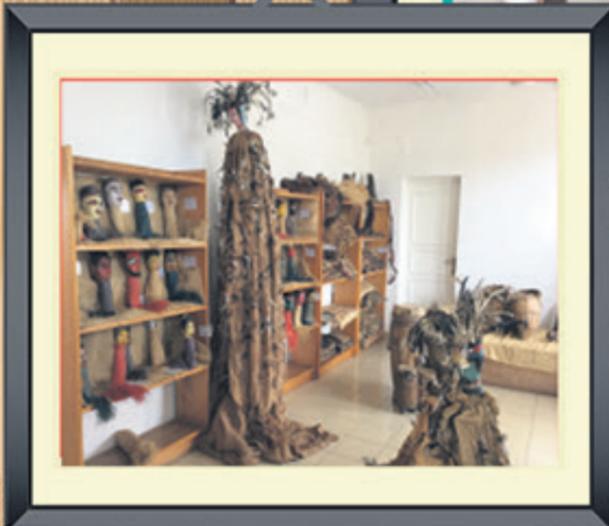
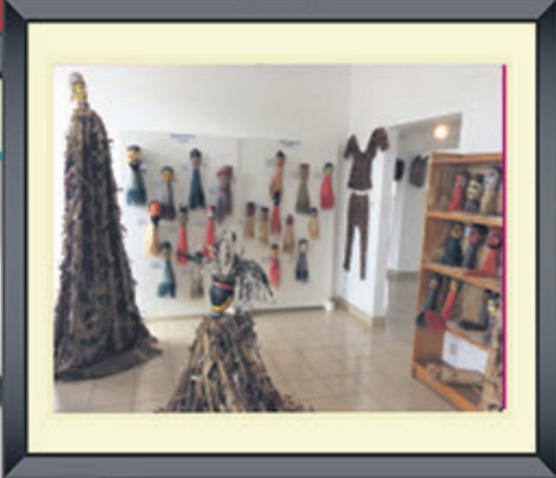
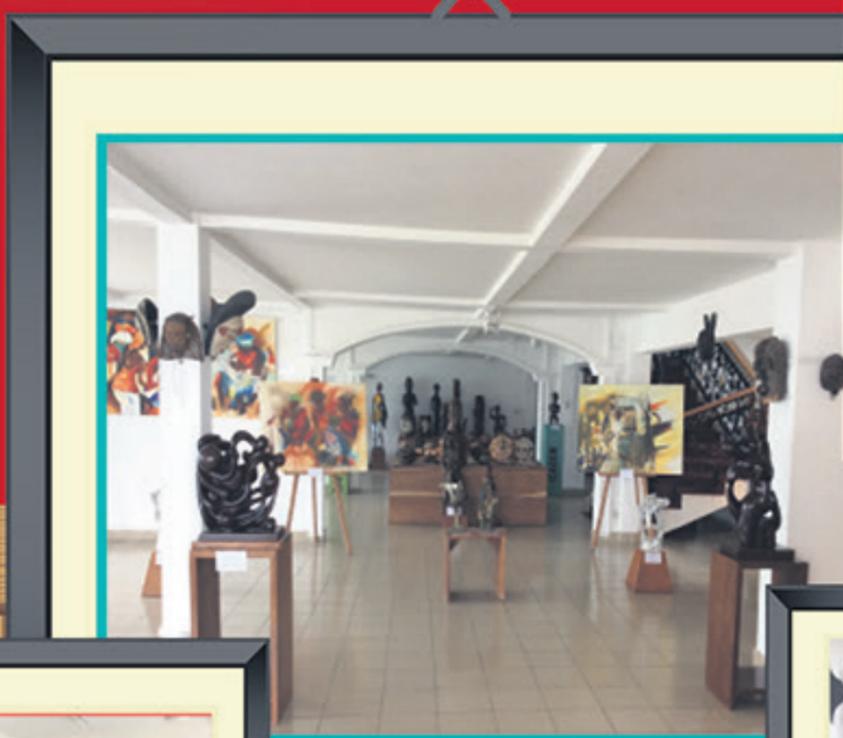
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

TRANSPORTS EN COMMUN

Une augmentation des prix envisagée pour le 5 août

L'intersyndicale des transporteurs en commun du Congo a publié, le 25 juillet, un communiqué faisant état de l'augmentation des prix de transport. « Suite à la non prise en compte des revendications des transporteurs, par le gouvernement, l'intersyndicale informe tous les transporteurs de l'augmentation des prix de transport à compter du 5 août 2024 », indique le communiqué.

A compter de cette date, précise le document, pour les bus le prix est fixé à 250 FCFA et les taxis 1500 FCFA. Le transport des voyageurs connaîtra une augmentation de 20% tandis que celui des marchandises de 30%. « Cette augmentation des prix sera appliquée sur toute l'étendue du territoire national », souligne le communiqué de l'intersyndicale. Selon les sources proches



Des moyens de transport en commun à Brazzaville/Adiac

du dossier, après la publication du communiqué, l'intersyndicale aurait

amorcé les pourparlers avec les membres du gouvernement et d'autres

administrations concernées par la situation. Une manière sans nul doute

d'arrondir les angles, de trouver des palliatifs pour qu'à la date du 5 août les Congolais ne subissent pas de plein fouet les effets financiers de cette augmentation envisagée par les syndicats des transporteurs du Congo.

« Suite à la non prise en compte des revendications des transporteurs, par le gouvernement, l'intersyndicale informe tous les transporteurs de l'augmentation des prix de transport à compter du 5 août 2024 »

Rominique Makaya

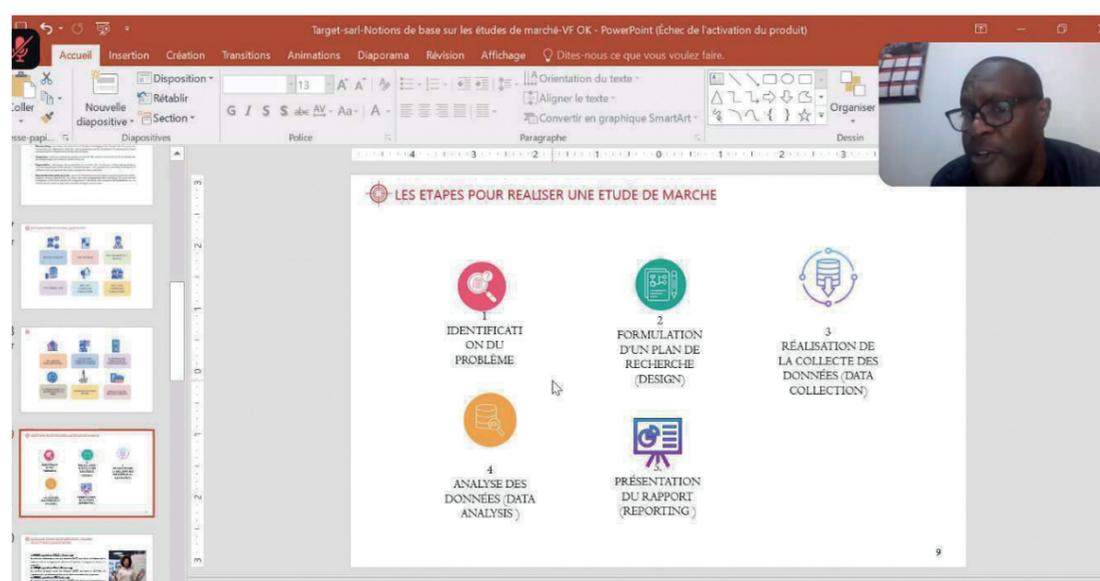
MÉDIAS

Des journalistes formés à l'étude de marché

Plus de dix professionnels des médias des deux Congo ont été outillés, le 25 juillet, sur les enjeux et méthodes de l'étude de marché. Initiée par le cabinet Target Sarl basé à Kinshasa, la session de renforcement des capacités a permis aux bénéficiaires de se familiariser au vocabulaire afin de mieux exploiter les informations issues d'une étude de marché.

La session de formation en ligne a mobilisé des professionnels des médias de la République du Congo et de la République démocratique du Congo. D'après le général manager du cabinet Target, Serge Mumbu, l'objectif était de renforcer les capacités de ces journalistes issus des rédactions des médias traditionnels et en ligne, pour leur permettre de cerner les notions fondamentales de l'étude de marché, ainsi que de l'enquête ou du sondage d'opinion.

En tant qu'outil stratégique de prise de décision, l'étude de marché est définie comme un ensemble de techniques par lesquelles on peut mesurer, analyser et comprendre



Un extrait de l'exposé en ligne/Adiac

les comportements, les appréciations, les motivations, les aspirations, les besoins et les attentes d'une population donnée. Serge Mumbu a longtemps insisté sur la quête des entreprises pour la notoriété et la meilleure image

auprès des clients, en s'appuyant sur plusieurs cas pratiques tels qu'un organe de presse qui veut connaître sa position par rapport à ses concurrents. Les participants se sont imprégnés des caractéristiques des études se-

lon la typologie comme les études qualitatives, quantitatives et documentaires. La réalisation d'une étude de marché nécessite quelques critères parmi lesquels l'objectivité, la neutralité et l'indépendance. « L'étude de mar-

ché implique plusieurs variables comme la notoriété, l'opinion du public, sa préférence ainsi que ses intentions », a résumé le général manager de Target.

À l'instar d'autres disciplines, la réalisation d'une étude de marché est assurée par un professionnel ou un cabinet spécialisé censé observer les codes d'éthique et de déontologie régis par l'Association mondiale des professionnels des études de marché (Esomar), dont le cabinet Target est membre. Les normes d'Esomar sont également applicables dans le cadre d'un sondage d'opinion ou d'une enquête sur une thématique définie.

Fiacre Kombo

SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE PHILOSOPHIE

Les principaux actes du deuxième congrès extraordinaire

Réunis les 23 et 24 juillet à Brazzaville, à l'occasion de leur deuxième congrès extraordinaire, les membres de la Société congolaise de philosophie (Sophia) l'ont dotée d'un bureau exécutif, d'un conseil scientifique et d'un comité d'honneur.

Placées sur le thème « La philosophie et la cité », les assises de Brazzaville ont connu plusieurs participants dont des philosophes venus d'autres pays tels que les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire. Au terme des travaux, le Pr Ghislain Thierry Manguessa Ebomé a été porté à la tête du bureau exécutif pour un mandat de cinq ans. Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel a reçu pour missions, entre autres, de conduire la Sophia vers la vie de la société congolaise. En effet, les participants ont plaidé pour que le philosophe congolais soit désormais au cœur de la cité et participe à la résolution des problèmes sociaux.

« Une nouvelle ère va s'ouvrir à la Société congolaise de philosophie. Elle sera marquée autant par le souvenir de la mémorable action menée pendant plus de trente ans par les pères fondateurs autour du président Camille Bongou, d'illustre mémoire, que par des nouveaux objets et nouvelles problématiques qui constitueront la substance de nos réflexions », a déclaré le nouveau président de la Sophia. Il a appelé les membres du bureau à se mettre résolument



Les participants à la cérémonie d'ouverture DR

au travail pour servir la société congolaise et l'humanité par la philosophie.

Conscient du fait que le philosophe est désormais au cœur de la cité pour bâtir le nouveau citoyen, Ghislain Thierry Manguessa Ebomé a rassuré l'assistance qu'il s'appuiera sur l'ensemble du bureau et sur l'ingéniosité de chaque philosophe pour mener à bien cette exaltante et noble mission.

Epousant la pensée philosophique de Socrate de construire le citoyen de notre temps, il a annoncé la vision de la Sophia d'ouvrir le grand chantier d'une

anthologie et d'une anthologie philosophique congolaise de la dignité humaine à partir du concept « Ki mutu en kituba » ou « Bo moto » en lingala. Il s'agira d'une configuration congolaise de la philosophie. « La dignité me paraît comme la sève nourricière de l'action du philosophe dans la cité. Elle est la réponse à la violence, à la cybercriminalité, à la montée de l'intégrisme et des extrémismes, au rejet de l'autre, entre autres problématiques qui s'imposent avec fracas à la conscience universelle d'aujourd'hui », a conclu le président de la Sophia.

Recommandant la création de la faculté de philosophie à l'Université Marien-Ngouabi, les participants au deuxième congrès extraordinaire de la Sophia ont promis de rendre, dans les jours à venir, un hommage académique au Pr Théophile Obenga. Avant la concrétisation de cette ambition, ils ont honoré les professeurs émérites Souleymane Bachir Diagne de l'université de Columbia, à New York ; Abel Kouvouama et Yacouba Konaté de Côte d'Ivoire. Ce dernier s'est félicité de l'initiative du président de la Sophia de mettre en chantier une étude ouverte sur

la question de la dignité à partir des conceptions intrinsèques au monde bantou.

Le Pr Emmanuel Banywesize Mukambilwa de l'université de Lubumbashi, en République démocratique du Congo, a salué lui aussi la réorganisation de la Sophia. « Pour tous les philosophes d'Afrique, il était question de réorganiser les activités de la Société congolaise de philosophie pour qu'elle puisse non seulement jouer son rôle de former des philosophes au Congo, mais également de pouvoir participer aux débats de société à partir du Congo Brazzaville », s'est-il félicité.

Pour le philosophe congolais Akanis Maxime Akanokabia, la philosophie doit se déployer maintenant sur le terrain. « La philosophie doit sortir de cette confiscation académique, elle ne doit plus rester essentiellement dans les amphithéâtres », a-t-il estimé.

L'École normale supérieure de Paris a remis, en marge de ce deuxième congrès extraordinaire, 30 000 ouvrages à la bibliothèque de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines de l'Université Marien-Ngouabi.

Parfait Wilfried Douniama



Avis d'Appel d'Offres Ouvert N°. Congo BU_24_RFGS_292031

Objet : Service de location de véhicules au profit de CRS programme de la République du Congo

Date de l'appel d'offres : 25 Juillet 2024

Date de clôture : 14 août 2024 à 12h

1.1 : Introduction

Catholic Relief Services (CRS) est une organisation mondiale d'aide humanitaire et de développement, ayant son siège à Baltimore dans l'Etat de Maryland aux Etats Unis. CRS a réouvert ses bureaux en République du Congo en 2017.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses différents projets et programmes en République du Congo, CRS sollicite régulièrement des prestataires spécialisés pour la location de véhicules. Il est donc envisagé à travers le présent appel d'offres, de sélectionner des prestataires qualifiés pour ce type de services en vue de la conclusion de contrats cadres pour une durée d'un (01) an renouvelable après évaluation. CRS invite les Fournisseurs locaux qualifiés à participer à la présente consultation ouverte en lui soumettant leurs meilleures offres.

Le marché est subdivisé en quatre (4) lots distincts et indivisibles comme suit :

Lot Intitulé du lot

- 1/Location véhicules de type Pick-Up Double Cabine 4x4 avec chauffeur pour circulation à Brazzaville ou départ de Brazzaville
- 2/Location véhicules de type SUV (Prado, BJ ou équivalent) avec chauffeur pour circulation à Brazzaville ou départ de Brazzaville
- 3/Location véhicules de type Pick-Up Double Cabine 4x4 avec chauffeur pour circulation à Pointe-Noire ou départ de Pointe-Noire
- 4/Location véhicules de type SUV (Prado, BJ ou équivalent) avec chauffeur pour circulation à Pointe-Noire ou départ de Pointe-Noire

Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) en envoyant un mail de demande à l'adresse grace.mouzabakani@crs.org, copie à gINETTE.ikongo@crs.org et bidcg@crs.org avec objet « Demande de DAO location de véhicules » ou en retirant la version physique contre décharge au Bureau de CRS situé au 4e étage de l'hôtel ACERAC, Impasse Bayardelle, Centre-Ville, Brazzaville.



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

GUINÉE

La transition politique ne prendra pas fin le 31 décembre prochain

La date du 31 décembre 2024 ne marquera pas la fin de la transition entamée en Guinée depuis la prise du pouvoir par l'armée, le 5 septembre 2021, a déclaré le 25 juillet, le général Amara Camara, secrétaire général de la présidence guinéenne.

«Le 31 décembre 2024 ne met pas fin à la transition comme le pensent certaines personnes», a dit le général Amara Camara, lors d'une conférence de presse à Conakry. A l'en croire, le «compromis dynamique» qui a été ficelé avec les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) consiste à «réajuster le calendrier de la transition à chaque étape».

«A chaque étape franchie, nous allons nous asseoir avec la Cédéao pour faire des réévaluations et procéder à des réajustements», a assuré le général Camara.

Pour lui, les élections qui sont censées mettre fin à la transition doivent s'organiser dans la paix, la quiétude sociale et la concorde. «Nous allons



Le général Amara Camara, secrétaire général de la présidence guinéenne

concourir pour que cette paix soit garantie, pour que le processus de la transition d'aujourd'hui ne soit pas interrompu», a-t-il dit.

« Nous allons concourir pour que cette paix soit garantie, pour que le processus de la transition d'aujourd'hui ne soit pas interrompu »

Pour sa part, le porte-parole du gouvernement, Ousmane Gaoual Diallo, a indiqué que le gouvernement guinéen comptait organiser un référendum «avant la fin de cette année pour doter le pays d'une Constitution» en prélude à l'organisation des élections.

Dans une interview le 12 mars dernier, le Premier ministre, Bah Oury, avait estimé qu'il restait «beaucoup à faire» pour achever le chronogramme de la transition et qu'il pensait que 2025 était une «bonne période pour couronner l'ensemble du processus». Le Comité national du rassemblement pour le développement, junte au pouvoir, avait annoncé dès son coup d'Etat le 5 septembre 2021 qu'il allait rendre le pouvoir le 31 décembre 2024.

KENYA

Une réunion tenue à Nairobi pour discuter des moyens de stimuler le secteur laitier en Afrique

La conférence Dairy Tech Africa a rassemblé, du 24 au 26 juillet, plus de 100 exposants et 500 délégués composés de responsables d'organismes des Nations unies, de hauts fonctionnaires des pays de l'Afrique et d'experts de l'industrie laitière pour échanger des points de vue sur les dernières avancées technologiques dans le secteur laitier.

Jonathan Mueke, secrétaire principal du ministère kényan de l'Agriculture et du Développement de l'élevage, a dit que le pays a produit environ 5,2 milliards de litres de lait en 2023, dont seulement 40 % ont été consommés après apport de valeur ajoutée. «Nous voulons améliorer l'accès aux machines pour qu'au moins 60 % du lait soit transformé afin que le secteur puisse se développer», a-t-il déclaré.

Les données de l'Institut national de la statistique du Kenya indiquent que le secteur laitier fait vivre environ 1,8 million de petits exploitants et contribue à hauteur de 4,5 % à l'économie du pays.

Le fonctionnaire kényan a fait remarquer que l'apport de valeur ajoutée pour générer des produits tels que le beurre et le yaourt contribuera également à réduire le niveau des pertes post-lactation.

Tipo Tito Nyabenyi, représentant par intérim de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture au Kenya, a dit que la conférence offrira une plateforme permettant au secteur laitier africain d'interagir avec les dernières technologies susceptibles de contribuer à l'expansion du secteur laitier du continent. Il a exhorté l'Afrique à exploiter les vastes terres et le secteur de l'élevage du continent afin de réduire les importations de produits laitiers en Afrique.

Margaret Kibogy, directrice générale du Kenya Dairy Board, a dit que le pays a mis en place un certain nombre de mesures incitatives, notamment des exonérations fiscales, afin d'attirer davantage d'investissements dans le secteur laitier.

NATIONS UNIES

Un appel éclair de 136 millions de dollars lancé en faveur du Malawi frappé par la sécheresse

Les Nations unies et leurs partenaires ont lancé, le 24 juillet, un appel éclair pour collecter plus de 136 millions de dollars afin de venir en aide aux personnes touchées par la sécheresse dévastatrice au Malawi.

Les fonds seront utilisés pour fournir une assistance vitale à 3,8 millions de personnes affectées, a déclaré, mercredi dernier, Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, lors du point de presse quotidien.

Le Malawi, pays enclavé du Sud-Est de l'Afrique, a décrété l'état de catastrophe du à la sécheresse en mars dernier en raison de périodes de sécheresse pro-

longées qui ont endommagé les cultures et entravé la production alimentaire.

Selon les estimations, 5,7 millions de personnes, soit plus d'un quart de la population du Malawi, devraient être confrontées à l'insécurité alimentaire au cours de la prochaine période de soudure, qui s'étend d'octobre à mars.

Le Malawi est l'un des six pays d'Afrique australe à avoir déclaré l'état de catastrophe en

raison de la sécheresse. Depuis décembre 2023, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations unies a alloué près de 37 millions de dollars aux agences onusiennes qui répondent à la sécheresse induite par El Nino dans plusieurs pays de la région, dont deux millions de dollars pour le Malawi.

Des experts se réunissent au Kenya pour stimuler le secteur laitier en Afrique

TANZANIE

Le pays accueille une grande conférence internationale sur les infrastructures

La Tanzanie abrite, cette semaine, la 9^e Conférence internationale sur les transports durables et les innovations intelligentes, a annoncé, le 25 juillet dernier, un responsable.

Selon Eliamlisi Joseph, directeur exécutif de l'Association tanzanienne des routes (Tara), la conférence organisée conjointement par la Tara et le Global transportation professional networking group se concentrera sur des systèmes de transport sûrs, innovants et durables pour la croissance économique mondiale.

Le responsable a déclaré, lors

d'une conférence de presse dans la ville portuaire de Dar es Salaam, que la réunion qui se tiendra du 29 au 31 juillet à Arusha, une ville du Nord de la Tanzanie, visait à renforcer les capacités des parties prenantes du secteur des transports en favorisant le partage des connaissances, de la technologie, des expériences et des meilleures pratiques.

Il a également indiqué que la conférence visait à fournir une plateforme complète permettant aux parties prenantes d'avoir un aperçu des dernières tendances, défis et opportunités dans le secteur des transports, notamment les progrès technologiques, les changements réglementaires et les considérations environnementales.

FRANCE-DJIBOUTI

Renouvellement du partenariat de défense

Le président français, Emmanuel Macron, et son homologue djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, ont conclu à l'Élysée le renouvellement du partenariat de défense entre Paris et Djibouti, après deux ans de négociations.

Les deux chefs d'État ont confirmé la finalisation des discussions sur la réforme du Traité de coopération en matière de défense (TCMD), qui encadre la présence des Forces françaises stationnées à Djibouti (FFDJ), comptant 1 500 militaires, le plus grand contingent de la France à l'étranger. Les négociations ont été difficiles jusqu'ici, avec Djibouti réclamant une augmentation significative du loyer payé par la France pour l'utilisation permanente de ses installations militaires. Les accords entre la France et Djibouti remontent à 1977, avec des révisions en 2011, et les paiements de loyer ont débuté en 2003 après l'arrivée des Forces armées américaines dans le pays. En plus des États-Unis, qui ont établi leur seule base permanente en Afrique à Djibouti en 2002 avec 4 000 soldats pour des opérations antiterroristes contre les Shebab somaliens et Al-Qaïda dans la péninsule arabique, d'autres nations comme le Japon et l'Italie y ont également installé des bases pour lutter contre la pi-



Les deux chefs d'État Ismaïl Omar Guelleh et Emmanuel Macron ont échangé lors du Forum de Paris sur la paix en novembre 2019. © LUDOVIC MARIN/AFP

raterie régionale.

La Chine, arrivée en 2017, a développé son propre port et base militaire pour sécuriser ses intérêts économiques (transport, industrie, énergie) dans la région. Dans ce contexte de concurrence intense, Djibouti a jugé insuffisante la contribution annuelle de la France, d'environ trente millions d'euros, en raison des exemptions fis-

cales qui lui sont accordées, ce qui a entraîné des tensions persistantes sur le montant du loyer. Occupant une position stratégique aux abords du détroit de Bab el-Mandeb [mer Rouge], Djibouti intéresse plusieurs pays, dont les États-Unis, la Chine, le Japon ou encore l'Italie. En 2017, lors d'une audition parlementaire, le général François Lecointre, fraîchement nom-

mé chef d'état-major des armées, fut très clair. « Je n'ai pas l'intention de lâcher un pouce de terrain à Djibouti. La zone, où nous sommes implantés, est extrêmement sensible et je ne pense pas que nous devons nous en désengager dans les décennies qui viennent », avait-il affirmé. Le TCMD devait arriver à échéance le 30 avril 2024. Le président Macron et

son homologue djiboutien, Ismaïl Omar Guelleh, lancèrent des discussions pour le reconduire mais aussi pour le renforcer.

Les présidents Macron et Guelleh « sont convenus de l'aboutissement des discussions autour de la réforme ambitieuse du traité de coopération en matière de défense qui unit la France et Djibouti », a fait savoir l'Élysée. « La version rénovée du TCMD reflète l'excellence de la relation qui prévaut entre nos deux pays ainsi que la convergence de nos intérêts stratégiques », a ajouté la présidence française.

Pour rappel, la France assure la protection de l'espace aérien de Djibouti, avec notamment 4 Mirage 2000-5 mis à la disposition de l'Escadron de chasse 3/11 Corse. Ces appareils sont régulièrement relevés afin de ménager leur potentiel... Aussi, la question de leur remplacement par un « plot » Rafale pourrait bientôt se poser si le projet d'Emmanuel Macron de céder des Mirage 2000-5 à l'Ukraine se concrétise.

Noël Ndong

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



JO PARIS 2024

L'association «Les amis d'Auguste» enflamme le stade Léo-Lagrange

Avant d'accueillir le public et les animations au Club 2024, le stade Léo-Lagrange de Bondy a inauguré les festivités olympiques en coïncidence avec le passage de la flamme dans sa ville. Les membres de l'association Les amis d'Auguste de la Congolaise Roseline Morelli ont mis le feu.

Le 25 juillet, Bondy en liesse a offert un parfum d'olympisme. L'inauguration de l'été au stade Léo-Lagrange, retenu comme centre de préparation pour les Jeux olympiques et paralympiques et de son Club 2024, a constitué l'occasion de mettre dans l'ambiance le village olympique de circonstance. Ce stade accueillera également les délégations internationales.

Lors de cette inauguration, les personnalités administratives du département de Seine-Saint Denis et municipales l'ont rappelé, Bondy offre des capacités à accueillir des équipes sportives internationales dans de bonnes conditions. Elle est en adéquation avec les prérequis des fédérations internationales et des fédérations nationales en termes d'accueil d'équipes sportives de haut-niveau, de disponibi-



Les membres de l'association Les amis d'Auguste sur scène au stade Léo-Lagrange de Bondy DR

lité des réseaux de transport, d'hébergement et de restauration adaptés aux athlètes, mais aussi de

concordance avec le programme sportif local. En prélude à cet accueil sportif, les Bondynois

ont pris le temps de venir célébrer en musique cette fierté en assistant à la belle chorégraphie

enflammée des membres de l'association Les amis d'Auguste.

Marie Alfred Ngoma

CÔTE D'IVOIRE

Installation des commissions électorales en prévision de la présidentielle de 2025

La Commission électorale indépendante (CEI) en Côte d'Ivoire a annoncé dans un communiqué, publié le 23 juillet dernier, l'installation des commissions électorales locales en prévision de l'élection présidentielle prévue dans le pays en 2025.

La CEI a précisé que l'installation des commissions électorales locales se déroulait «dans la période du 22 juillet au 2 août 2024». La mise en place de ces commissions précède l'opération de révision de la liste en prélude à l'élection présidentielle d'octobre 2025.

L'installation des commissions électorales locales correspond à l'élection des membres de leurs bureaux respectifs à l'échelon régional, départemental, sous-préfectoral et communal sur l'ensemble du territoire national, rappellent des observateurs. La Côte d'Ivoire compte 31



régions, 111 départements, 509 sous-préfectures et 197 communes. Les membres des commissions locales sont les représentants des autorités préfectorales, départementales, sous-préfectorales ou locales et des représentants de chaque parti ou groupement politique ayant au moins un député à l'Assemblée nationale ou ayant remporté une élection locale.

Les commissions locales sont dirigées par un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Xinhua



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE



ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso

EXAMEN D'ÉTAT

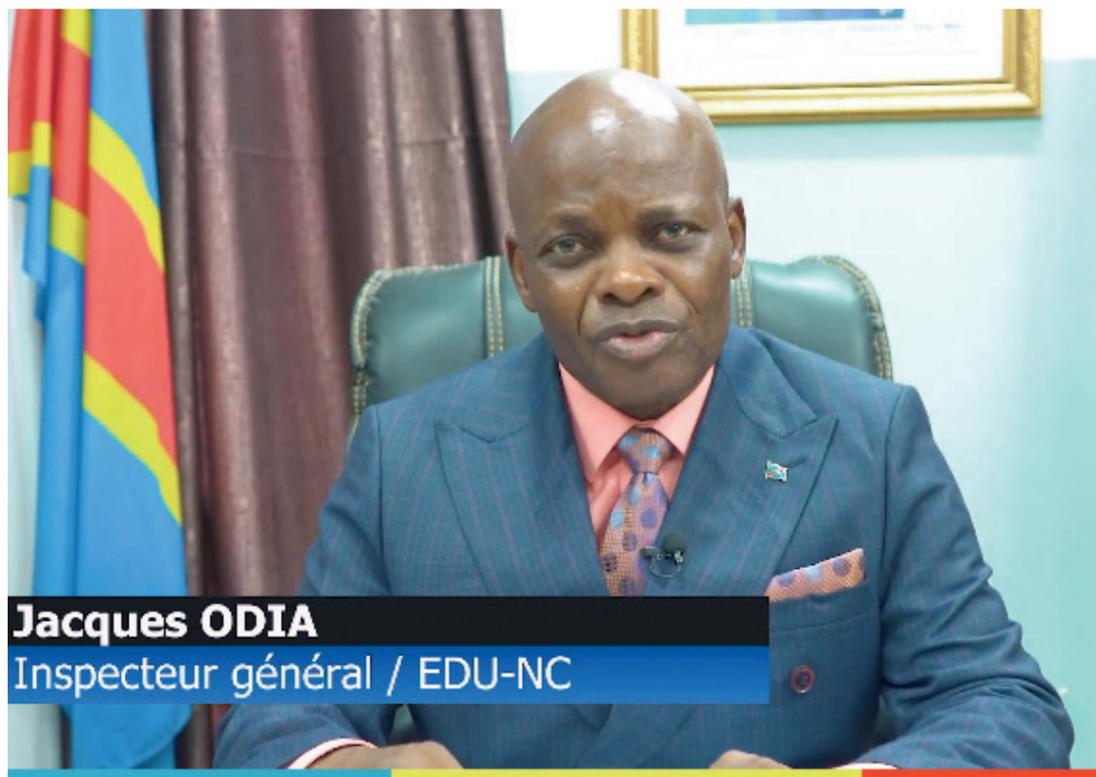
L'inspecteur général donne le coup d'envoi de la publication des résultats

Chose promise, chose faite. L'Inspection générale de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté a respecté le chronogramme du processus de correction et de publication des résultats de la 58^e session ordinaire de l'Examen d'État.

L'inspecteur général, Jacques Odia Musungay Kabeya, a annoncé, à la date prévue du 24 juillet, la publication des premiers résultats de l'Examen d'État, à l'issue de la délibération tenue le même jour, dans la salle des réunions du ministère de l'Éducation nationale et Nouvelle citoyenneté, sous la présidence de la ministre d'État, Raïssa Malu. « Nous avons respecté notre échéancier. Nous avons dit à nos lauréats, aux parents et au public que la publication des résultats de la session 2024 de l'Examen d'État commencerait aujourd'hui, en date du 24 juillet, et chose faite. La délibération a eu lieu aujourd'hui, sous la supervision de madame la ministre d'État... Vous avez ce soir l'occasion de suivre les meilleurs lauréats, et c'est donc le début de la publication... Nous savons que pour obtenir son diplôme d'État, il faut réaliser plus ou moins 50% dans l'ensemble des épreuves et c'est ce qui a été respecté », a-t-il déclaré dans une communication officielle.

Forte participation et réussite des filles...

Jacques Odia Musungay Kabeya a fait remarquer, à propos de la participation et la réussite des filles finalistes de l'Examen d'État : « C'est particulier cette année, on comprend mieux qu'il y a avancée, amélioration, le nombre des filles participantes a augmenté. À la province éducationnelle de Kinshasa, Mont



Jacques ODIA
Inspecteur général / EDU-NC

Amba dont le siège est Limete, le taux de réussite des filles est de 74%, alors que celui de garçons est de 64%. C'est encourageant et il faudrait bien les féliciter. À la province éducationnelle de Kinshasa-Plateau, dont le siège est à Kinkole, le taux de réussite est de 84% pour les filles, et 68% pour les garçons. À la province éducationnelle de Kongo central 1, avec comme siège Matadi, le taux est de 72% de réussite pour les filles et 53% pour les garçons. Il y a donc diminution pour les garçons, et chez les filles, c'est une montée assez

bien remarquable. Pour la province éducationnelle de Kwilu dont le siège est Bandundu, il y a eu 66% de réussite pour les garçons, et 67% pour les filles. À l'Équateur 1, siège Mbandaka, il y a 67% de réussite pour les filles, et 63% pour les garçons. C'est à encourager, les filles sont revenues, je pense qu'elles ont compris pourquoi elles doivent être là, c'est la parité, il faut nécessairement encourager les filles à aller à l'école.

Parlant de la publication des noms des meilleurs lauréats, l'inspecteur général a précisé :

L'Inspecteur général Jacques Odia Musungay Kabeya/DR

« Nous avons l'habitude de publier les noms des meilleurs lauréats. Il n'est pas bon de dire M. X ou Mlle Y est le(a) meilleur(e) lauréat(e) de son option pour sa province. Ce ne serait plus exposé sur la voie publique, dans les médias ou réseaux sociaux. Ce n'est pas bon, ce n'est pas cela protéger la vie individuelle des personnes ». Il a ajouté : « On publie la liste des écoles qui ont réalisé les pourcentages les plus élevés par rapport aux options qu'elles organisent. Nous conseillons à tous de ne pas aller dans des cybercafés

pour obtenir les résultats, ça n'existe plus. Le palmarès restera d'usage au sein de notre administration, et nous verrons les institutions qui pourront recevoir ce palmarès. Donc, on n'en aura plus dans les réseaux sociaux parce que ça nous emmène à des dérapages, à la fraude, à l'escroquerie, et à toutes sortes d'antivaleurs. Le candidat sera obligé de passer par les médias officiels, je parle des réseaux de télécommunications qui, en partenariat avec le ministère, fourniront les noms des candidats et les pourcentages qu'ils auront réalisés ».

Selon le communiqué de presse annonçant la publication de la liste des écoles dont les candidats ont réalisé les pourcentages les plus élevés (les meilleurs lauréats), « le taux de réussite pour l'ensemble de trente provinces éducationnelles traitées est de 60% ». Le pourcentage le plus élevé est réalisé par un candidat de l'Institut Mont Amba à Kinshasa, avec 91%, en option sciences. « Le jury a exprimé sa satisfaction quant aux innovations apportées à l'occasion de cette édition, lesquelles ont permis de publier les résultats dans les délais prévus. Ces innovations ont joué un rôle important dans la remise en état de la fiabilité du processus de correction de l'Examen d'État », conclut le communiqué de presse portant le sceau de Jacques Odia Musungay Kabeya.

Martin Engimo

INCIDENT FRONTALIER

Une importante saisie d'équipements dans le Kongo central

Le 22 juillet, la marine angolaise en patrouille a pris dix-huit embarcations, neuf moteurs hors-bords, neuf filets lufuma, cent vingt-neuf pagaies, neuf téléphones et plusieurs autres équipements, a alerté l'Association de pêcheurs de Kimuabi (UADPJ). Les tractations sont en cours pour leur libération.

L'incident a suscité la colère des organisations locales du Kongo central, dont l'UADPJ. En effet, dans une correspondance adressée à l'administrateur du territoire de Moanda, avec une copie aux autorités provinciales et nationales, cette association a exigé une plus forte implication dans le dénouement de cette énième altercation entre les pêcheurs congolais et la patrouille marine angolaise. A l'heure où nous mettions sous presse, le sort des cent vingt-neuf pêcheurs reste encore incertain. Par ailleurs, d'autres chiffres de l'UADPJ viennent confirmer l'ampleur inquiétante de

l'incident. Il est question de la saisie de dix-huit embarcations, neuf moteurs hors-bords, neuf filets lufuma, cent vingt-neuf pagaies, neuf téléphones et plusieurs autres équipements. Selon l'association, la marine angolaise a ramené ces équipements au poste de contrôle de Luamba, en terre angolaise. Les pêcheurs exerçaient leurs activités dans les eaux territoriales congolaises au moment de l'intervention de la marine angolaise au cours d'une patrouille, insiste l'association. Ils œuvraient exactement à Kimuabi, dans le territoire de Moanda.

Dans sa lettre, l'association

a exigé leur libération sans conditions. « Nous sollicitons votre implication ainsi que celle des autorités qui nous lisent en copie afin que les pêcheurs arrêtés par la patrouille angolaise recouvrent leur liberté et reprennent leurs activités leur permettant de s'acquitter des obligations parentales », a écrit UADPJ. Au regard de la fréquence des incidents sur le fleuve Congo, plusieurs avis convergent sur la nécessité d'une solution durable pour mettre fin à ces arrestations des pêcheurs congolais dans les eaux territoriales intérieures.

Laurent Essolomwa

ONU

Réduire les dépenses en armement et sauver les ODD

La vice-secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) a exhorté les dirigeants mondiaux à réorienter les ressources allouées à la guerre vers les initiatives de paix et de développement.

Amina Mohammed a appelé à une action immédiate et décisive pour sauver les Objectifs de développement durable (ODD) chancelants. « Les conflits à Gaza, au Soudan, en Ukraine et au-delà provoquent des pertes en vies humaines dévastatrices, détournent l'attention politique et les rares ressources des efforts visant à mettre fin à la pauvreté et à éviter une catastrophe climatique », a-t-elle déclaré, lors du segment ministériel du Forum politique de haut niveau (HLPF) sur le développement durable. Amina Mohammed a souligné la nécessité de réduire les budgets militaires et de canaliser les fonds vers la paix et le développement.

Les ODD

Soulignant l'état critique des ODD, Amina Mohammed a relevé que seulement 17% des cibles

sont en bonne voie à l'approche de l'échéance de 2030. « Les générations futures méritent plus de 17 % d'un avenir durable », a-t-elle déclaré, décrivant une stratégie pour une accélération urgente afin de respecter l'échéance de 2030 pour les objectifs. A savoir : investir dans la paix, en réorientant les ressources politiques et des conflits vers les efforts de développement ; tenir les promesses de ne laisser personne de côté ; appeler les nations à agir, en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et de la faim ; en étant créatif et audacieux ; aider à réaliser les objectifs ; s'engager au dialogue. Au cours de son segment ministériel de trois jours, le HLPF tiendra un débat général sur le thème « Du sommet des ODD au sommet du futur ».

Noël Ndong

FOOTBALL - TRANSFERTS

Mouvements des Congolais au pays et à l'étranger

Des footballeurs sont naturellement concernés par ce mercato d'été. Plusieurs ont changé des clubs au pays et à l'étranger.

Cadre de la sélection nationale depuis plusieurs années, Gaël Kakuta, sociétaire d'Amiens Sporting Club, pourrait découvrir un autre championnat supplémentaire, lui qui a joué en France, en Angleterre, au Pays-Bas, en Espagne, en Italie et en Chine. Le journal L'Equipe a révélé que le milieu offensif congolais est courtisé par Esteghlal Football Club, club évoluant en Iran Pro League (D1 iranienne). Le vice-champion d'Iran serait en négociations avec le club amiénois pour recruter le joueur de 33 ans, formé à Chelsea. La même source évoque un contrat de deux saisons proposé par le club iranien.

Le contrat de Gaël Kakuta avec Amiens court jusqu'au 30 juin 2026. Son ancien coéquipier à Lens en Ligue 1 française, Simon Banza, actuellement au SC Braga au Portugal, intéresse des clubs en Angleterre et en Allemagne après une saison prolifique avec le SC Braga. Mais il effectue déjà la présaison avec Braga. António Salvador, président du club, est, pour sa part, soucieux de conserver son meilleur buteur, Braga ne sera contraint de le céder qu'en cas d'une grosse offre. Intervenant sur Sport TV il y a quelques jours à l'occasion du "Braga Day, événement qui réunit tous les membres

du club, il a déclaré : « Nous savions qu'il y avait plusieurs acteurs sur le marché et Simon Banza pouvait et peut être l'un d'entre eux. Nous faisons attention à l'embauche d'autres grévistes. Simon Banza est un joueur qui aura 28 ans, il a réalisé une belle saison et on sait que plusieurs clubs s'intéressent à lui. Mais jusqu'à présent, il n'y a pas encore eu de proposition qui satisfait les intérêts du SC Braga et du joueur, et nous verrons donc ce qui se passera jusqu'au 31 août. Tout peut arriver ».

Le latéral gauche Thierry Lutonda a officiellement rejoint PEC Zwolle (D1 Pays-Bas) en provenance de Waalwijk. Il arrive libre et paraphe un contrat de deux saisons (jusqu'à 2026). C'est une belle opportunité pour l'arrière latéral gauche congolais qui va découvrir un club habitué de la D1 néerlandaise et continuer à grandir et se refaire après une saison assez difficile où il avait perdu sa place de titulaire. Il a été recruté par une équipe ayant l'habitude de jouer le milieu de tableau mais qui ambitionne d'aller chercher une place européenne. Ancien joueur d'Anderlecht, Thierry Lutonda n'a disputé que 13 matchs la saison dernière.



Kakuta convoité en Iran



Mazembe libère Mondeko, Likonza et Beya...

Mazembe libère Mondeko, Likonza et Beya

Au pays, il y a du mouvement. Tenez, le Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi a laissé partir ses deux capitaines. Depuis la soirée de mardi, Kevin Mundeko et Glody Likonza sont désormais liés à l'Union Sportive de la Médina d'Alger (USM Alger). Libres depuis l'expiration de leur contrat avec Mazembe, le défenseur central et le milieu offensif ont signé respectivement pour deux et trois saisons avec ce club évoluant à la Ligue 1 Pro (première division algérienne) et qualifié pour la Coupe de la Confédération. L'USM Alger est engagée en C2 et fera son entrée lors du deuxième tour. Les Algériens affronteront le vainqueur de la double confrontation entre Jamus Juba du Soudan du Sud face au Stade Tunisien. Pour sa part, l'at-

taquant Joël Beya quitte Mazembe pour s'engager avec les Forces Armées Royales de Rabat (FAR) au Maroc. Mazembe a annoncé la nouvelle sur ses réseaux sociaux. Il est sur les traces d'autres anciens du club qui sont passés par le Maroc comme Ben Malango, Arsène Zola, Deo Kanda, etc. Il va retrouver à FAR son compatriote, le défenseur axial international Henock Inonga Baka, ancien du Daring Club Motema Pembe (DCMP) et de Renaissance du Congo, en provenance de Simba SC (Tanzanie). Rival sempiternel de Mazembe, le FC Saint Eloi Lupopo, qualifié pour la Coupe de la Confédération va renforcer son effectif après avoir libéré certains joueurs. On parle de la signature imminente de quatre joueurs, notamment le gardien de but Nathan Mabruki, ancien gardien de DCMP pour parapher son contrat, il y a

également le défenseur central Andy Basisilua, en provenance de l'OC Renaissance de Kinshasa, et l'ailier Junior Mbele, en provenance d'Hasania Union Sport d'Agadir au Maroc.

Âgé de 28 ans, l'ancien joueur de DCMP et de l'US Monastir est déjà à Lubumbashi. Et puis, on cite le nom du milieu offensif, Tychique Mosengo, ancien de V.Club de Kinshasa. Les Cheminots du Grand Katanga ont, par ailleurs, officialisé la signature de Lise Nyembo Ntumba, qui fut le fer de lance de l'attaque de Lubumbashi Sport la saison dernière. Ancien d'Etoile Jaune avant de rejoindre Lubumbashi Sport, Lise Nyembo Ntumba a été auteur de 12 buts la saison dernière au championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot)/ Ligue 1. Il sera un atout offensif supplémentaire pour le club bleu et or la saison prochaine et en Coupe de la Confédération.

Martin Engimo

Makouta en Turquie, Tsouka Dozi en Roumanie

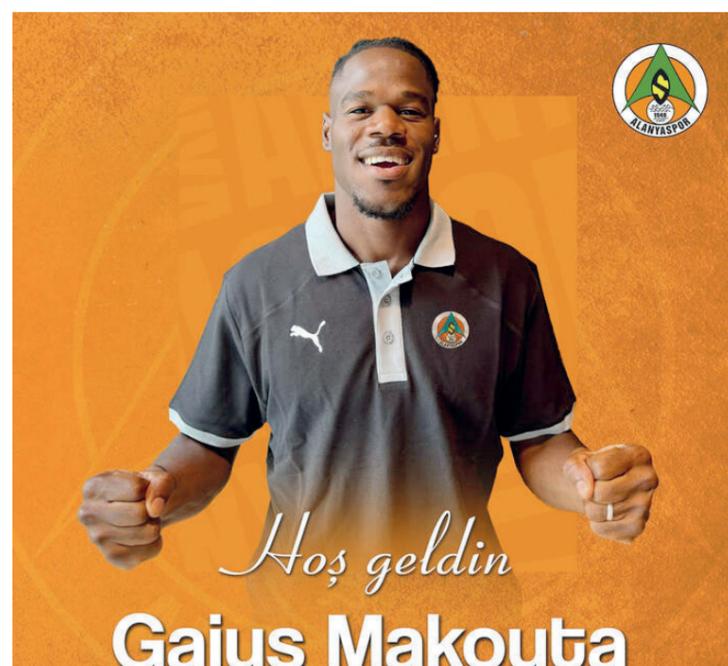
Libre de tout contrat après 3 saisons à Boavista, Gaius Makouta s'est engagé jeudi en faveur d'Alanyaspor, 8^e du championnat turc.

Le milieu relayeur de 27 ans a signé un contrat de 3 ans. A Porto, Makouta a joué 105 matches, toutes compétitions confondues, pour 6 buts et 13 passes décisives.

Alanyaspor débutera sa saison le 11 août par la réception d'Eyüpspor. Poussé vers la sortie à Chypre, Ravy Tsouka Dozi rebondit en Roumanie. Le défenseur international de 29 ans a signé un contrat d'un an, avec une saison supplémentaire en option, en faveur du FC UTA Arad.

Huitième de saison régulière, puis premier des play-down 2023-2024, l'UTA Arad a repris la saison actuelle par deux défaites et déjà cinq buts encaissés.

Camille Delourme



FOOTBALL

L'actualité des transferts des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora

En France, Jonathan Abonckelet quitte le Périgord pour le Calvados et la Normandie. Le défenseur de 22 ans reste en National 2 en signant à Villers-Houlgate, qui est placé dans le groupe C de N2. Droitier formé aux Girondins de Bordeaux puis au Stade Bordelais, il évoluait la saison dernière à Bergerac (quatorze matches joués).

Pensionnaire du centre de formation du FC Nantes depuis 2020, Warren Mountsangui quitte les Canaris. Le milieu défensif de 20 ans, peu utilisé la saison dernière (224 minutes, toutes compétitions confondues chez es U19), s'est engagé en faveur de l'équipe réserve du Stade Brestois, où il rejoint Jason Ngouabi. Libre après un court passage à Cholet, l'ancien Caennais va essayer de se relancer dans le Finistère.

Un autre élément d'origine congolaise devrait quitter la Jonelière dans les prochains



Jonathan Abonckelet

jours. Il s'agit d'Exaucé Mafoumbi, annoncé avec insistance du côté des Blackburn Rovers. L'attaquant de 19 ans est très sollicité depuis ses prestations remarquées en Youth League (trois buts) et surtout en championnat de

France U19 (vingt-neuf buts en trente-cinq matches). En Ukraine, Béni Makouana accueille Jerry Yoka. L'ailier droit de 18 ans arrive en provenance du RC Brazzaville et évoluera dans un premier temps avec



Jerry Yoka

l'équipe réserve de Polissya, en 3e division. Un pari sur l'avenir du FC Polissya Zithomir qui lui a fait signer un contrat de quatre ans. Après un bon passage par les U19 du FC Copenhague (vingt-trois matches, neuf buts et

huit passes), Queyrell Tchicamboud rejoint l'Autriche. L'attaquant de 18 ans, passé par les équipes de jeunes du PSG, s'est engagé avec l'équipe réserve du Linzer ASK, qui évolue en 3e division.

Camille Delourme

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

8A, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



HUMEUR

A quand l'équilibre du panier de la ménagère ?

Les lamentations et grincements des dents de la population continuent à se faire entendre à Brazzaville et Pointe-Noire, à cause des prix des denrées alimentaires et d'autres provisions de première nécessité qui continuent d'augmenter abusivement. Où sont donc passés les contrôleurs commerciaux pour qu'il y ait une telle passivité de leur part ? Ces agents du ministère du commerce se laissent facilement corrompre par des propriétaires de magasins et boutiques quand ils sont en plein contrôle de routine.

Que ce soit la qualité et/ou la quantité des denrées vendues, l'œil du contrôleur commercial ne dit plus rien. Il laisse passer des choses insupportables, alors qu'il y a une anarchie qui règne dans des marchés domaniaux, chambres froides et d'autres marchés dits de fortune. Quant à la population, elle ne cesse de se demander pourquoi les prix des marchandises ne sont-ils pas stabilisés.

Un piment, un oignon, un petit silure fumé, une sardine fraîche appelée couramment « makouala » ont vu leurs prix galoper, allant du simple au double voire même au triple. De même, un verre de riz, de haricot, d'arachides, un sac de farine, de fougou,... sont devenus à l'heure actuelle des provisions pour lesquelles la ménagère doit dépenser tout le contenu de son porte-monnaie pour les avoir.

Les défenseurs des droits des consommateurs non plus ne disent mot, devenus de plus en plus passifs et inopérants. Que dire de la baguette de pain ! Non seulement elle a perdu considérablement son volume, mais il y a des vellétés d'augmentation de son prix. Où allons-nous avec ce désordre des prix dans des marchés ?

Avec une dose d'humour, une femme déclarait, il y a quelques jours, qu'à « cette allure, des ménages composés d'au moins cinq à sept personnes mangeront par délestage, c'est-à-dire que tout le monde ne sera plus en mesure d'avoir de repas ensemble chaque jour ». Loin de nous substituer aux économistes, nombreux sont ceux qui disent que le meilleur moyen de faire reculer des prix, c'est à la fois de procéder aux subventions des aliments importés et aussi et surtout de suspendre certaines taxes sans oublier des fixations des prix ou des homologations de ceux-ci avec des contrôleurs rigoureux sur le terrain.

Le premier médicament pour une bonne santé de la population, c'est une alimentation fournie en quantité et en qualité car, c'est la nourriture qui crée et renforce les anticorps, autrement dit la capacité immunitaire de l'organisme. Un peuple qui ne mange pas assez tombe constamment malade et quand un peuple est malade, c'est le pays qui paie le lourd tribut car la productivité baisse à tous les niveaux.

Quand le panier de la ménagère trouvera-t-il son équilibre dans nos villes ? Si rien n'est fait, le manger deviendra un jour un vrai luxe.

Faustin Akono

APPEL D'OFFRES

-Recherche urgence chauffeur pour gros véhicule Henshel (MAN) : expérience de plus 5 ans.

-Vend parcelle à Brazzaville à côté d'Agricongo à Kombé 400 m².

-Recherche ingénieur travaux grand champ à Odziba 100 km.

Recherche gardien élevage à Kombé : expérience souhaité.

Contact : Tél : 06 662 31 24 / 05 723 37 59

MARCHE SPORTIVE

Début de la première édition de la course à obstacles 100% fun

Les organisateurs de la première édition du « reaktor challenge » ont annoncé les dates et détails de l'événement sportif qui sera accessible à toutes et à tous. Elle aura lieu le 28 juillet sur la côte sauvage de Pointe-Noire puis le 4 août sur la corniche de Brazzaville.



Les organisateurs annonçant l'événement devant la presse/Adiac

La première édition s'annonce attrayante et sera assise sur les performances individuelles autour des valeurs comme la détermination, l'endurance, la persévérance et le dépassement de soi. Elle vise à rappeler les bienfaits d'une activité physique tout en mobilisant les amoureux et consommateurs de la boisson « reaktor ».

Les temps forts de la journée comprendront, entre autres, un parcours d'obstacle, un circuit de 15km autour de la côte

sauvage, des épreuves diverses et variées comme un parcours de combattant tout au long de la matinée du 28 juillet, à partir de 10h00 sur la côte sauvage et le 4 août, sur la corniche du 15 août, à Brazzaville. Pour immortaliser cet événement, de nombreux lots à gagner seront mis à la disposition des participants. Cette course est inscrite dans un calendrier annuel qui regroupera des sportifs amateurs et professionnels, entreprises partenaires et donnant

un accès à un cadre d'échanges et de cohésion d'activités.

« Le temps de course n'a pas d'importance, l'important c'est de franchir la ligne d'arrivée et d'être fier de soi en se disant que vous avez réussi à le faire. Frais de participation : 5000 FCFA via airtel money au 05 538 1010 ou au 06 648 1010 ou en point de vente chez Urban sport au warf », précise le communiqué de presse.

Notons que la marque internationale « reaktor » appartenant à l'entreprise Monarch Beverages est présente sur deux continents : en Amérique du Sud et en Afrique dans douze pays avec vingt ans d'existence. Au Congo, reaktor est produit depuis 2010 par la société Ragec SA qui est l'embouteilleur exclusif de Monarch Beverages.

Rude Ngoma

« Le temps de course n'a pas d'importance, l'important c'est de franchir la ligne d'arrivée et d'être fier de soi en se disant que vous avez réussi à le faire. Frais de participation : 5000 FCFA via airtel money au 05 538 1010 ou au 06 648 1010 ou en point de vente chez Urban sport au warf »

NÉCROLOGIE



Davy Kassa et le groupe moderne Kingoli universel ont la profonde douleur d'annoncer à la famille musicale, aux parents, amis et connaissances, le décès inopiné de l'artiste-danseur Espérant Ngondza, alias Epé, survenu le 19 juillet 2024 à Brazzaville.

La veillée se tient au numéro 10, rue Etaba. Référence : quartier lycée Thomas Sankara, avenue général Nianga Mbouala.

Le programme de l'inhumation sera communiqué ultérieurement.

AÉROPORTS DU CONGO

Un nouveau directeur général nommé

Depuis le 1er juillet, Marcellus Boniface Bongho est le nouveau directeur général des aéroports internationaux du Congo (Aerco), couvrant Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo, pour un mandat de 5 ans. La cérémonie de passation de service a eu lieu le 3 juillet en présence des membres représentant le Conseil d'administration de la société Aerco.

Marcellus Boniface Bongho a succédé à Daniel Lefebvre, qui a dirigé Aerco depuis juillet 2019, après avoir géré l'aéroport de Libreville jusqu'en octobre 2018, au terme de la concession de la Société d'exploitation et de gestion aéroportuaires (Segap).

Auparavant directeur général adjoint de l'Agence nationale de l'aviation civile, Marcellus Boniface Bongho apporte une expérience riche et variée dans le secteur aérien congolais.

« C'est un grand symbole, et je me félicite de ce que les partenaires stratégiques ont pu adopter cette attitude de faire confiance à l'expertise locale pour passer à la tête de ce processus. Je crois que ce sont des choses qui ont été prévues dans le cadre d'un partenariat public-privé, le transfert de compétence et de l'expertise », a-t-il déclaré.

C'est une grande responsabilité de pouvoir reconstruire la structure après les événements qu'a connus le pays à l'instar de la covid-19, l'un des principaux fléaux à l'origine de graves déséquilibres économiques, de la paralysie de certains secteurs, de l'augmentation du chômage et de la précarité, a souligné Marcellus Boniface Bongho.

« J'ai l'obligation de ne pas échouer; donc de mettre en place un management qui va continuer à surfer sur cet

environnement. Nous allons travailler dans cet état d'esprit pour permettre à ce que toute l'information, puisqu'il s'agit d'un aéroport, les questions de sécurité soient prises en compte de manière holistique ainsi que toute information nécessaire pour permettre à ce qu'on évite ce qui peut être catastrophique, quelle que soit la nature que ce soit », a-t-il renchéri.

Daniel Lefebvre, directeur sortant d'Aerco, a pour sa part esquissé un bilan de son passage à la tête de cette société, en mettant l'accent sur les points positifs et négatifs qui l'ont impactée antérieurement.

« Comme vous le savez, le secteur aérien et toute l'économie mondiale a traversé une crise majeure qu'on n'avait pas connue avant. Il a fallu adapter la structure Aerco, prendre des mesures drastiques en matière de dépenses. On est très impacté aussi par beaucoup d'attaques judiciaires qui malheureusement amputent un peu les finances d'Aerco et ça aussi nous met à mal. L'avenir, c'est qu'effectivement on se débarrasse de toutes ces attaques et que derrière on puisse faire notre métier de développeur d'aéroport et de retrouver un trafic tout à fait



La passation entre Daniel Lefebvre et Marcellus Boniface Bongho DR

intéressant pour le bien du pays », a déclaré le directeur général sortant.

Le point le plus positif de son mandat, a-t-il estimé, reste la cohésion et l'efficacité de l'équipe, quelle que soit la direction. Une équipe compétente et complémentaire de 219 agents avec seulement deux expatriés.

Avec la nomination d'un directeur général congolais, Aerco ne compte plus qu'un seul expatrié. « Cela veut dire que nous avons comme ADN de faire grandir les équipes au sein d'Aerco et petit à petit de faire la promotion de ces équipes et donc de les mettre à des postes cadres et leur laisser un peu les manettes de la concession, puisque celle-ci est une concession aéroportuaire », a précisé Daniel Lefebvre.

En 2009, à la suite d'un appel d'offres international pour la gestion des aéroports internationaux de Brazzaville, Pointe-Noire et Ollombo, l'Etat congolais a choisi le Groupe Egis, associé à l'aéroport de Marseille à travers une structure qui s'appelle la Segap. Elle a obtenu la concession, pour vingt-cinq ans, des aéroports internationaux du Congo. La Segap est également gestionnaire de l'aéroport international d'Abidjan, structure opérant à l'aéroport international Houphouët-Boigny.

Quentin Loubou



La cérémonie de passation entre Daniel Lefebvre et Maecellus Boniface Bongho en présence du directeur Egis Afrique, Amaud de Ruyg/DR

RÉFLEXION

Sur le devant de la scène !

Si'il fallait une preuve que la France a plus que jamais la capacité de rebondir lorsqu'elle se trouve confrontée à des situations politiques apparemment ingérables, ce qui se passe actuellement à Paris et sur toute l'étendue de son territoire l'apporte sans l'ombre d'un doute. Loin de s'effondrer sous les coups de butoir que s'échange sa classe politique et sous la menace collective que génère son surendettement, elle jette toutes ses forces dans l'organisation et la tenue des Jeux Olympiques, projetant d'elle l'image d'un pays jeune, dynamique, volontaire, exactement comme elle le fit il y a cent ans pour ces mêmes JO alors qu'elle se relevait tout juste de la terrible épreuve provoquée en Europe par la Première Guerre mondiale.

La cérémonie d'ouverture de la trente-troisième édition qui s'est déroulée à Paris vendredi soir a suscité à juste titre un engouement mondial dont les médias des cinq continents ont rendu compte avec la plus grande précision. Elle a redoré le blason du résident Emmanuel Macron que la crise politique des derniers mois avait fortement dégradé. S'il est encore trop tôt pour dire que ces Jeux mettront un terme à la crise interne qui fait planer de lourdes menaces sur l'avenir de la République française, il ne l'est pas pour écrire qu'elle aura des effets positifs sur le plan international si, du moins, la vaste opération sportive qui durera trois semaines n'est pas perturbée par des désordres internes que l'Elysée

s'avèrerait incapable de stopper ou de freiner.

Les événements qui marqueront cette nouvelle édition des JO sont d'autant plus importants qu'ils restaureront non seulement l'image de la France que les tensions récentes ont fortement dégradée, mais qu'ils resserreront surtout les liens entre Paris et les vingt-six autres Etats membres de l'Union, tout particulièrement avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique. Une évolution politique d'autant plus importante que l'Europe traverse elle-même une passe difficile en raison, d'une part, des tensions que provoque avec la Russie la guerre en Ukraine et, d'autre part, de l'élection présidentielle plus que probable de Do-

nald Trump aux Etats-Unis dans moins de quatre mois.

Au-delà donc des événements sportifs qui vont se dérouler dans le cadre des Jeux Olympiques, il convient d'observer avec la plus grande attention les conséquences que l'amélioration de l'image de la France aura sur les relations internes de l'Union européenne. Si elle ne règle pas l'intégralité des problèmes qui se posent aujourd'hui du fait de la crise que traverse la France, elle améliorera à coup sûr fortement le climat qui règne à Strasbourg (Parlement) et à Bruxelles (Exécutif) depuis les dernières élections européennes.

Affaire à suivre de très près !

Jean-Paul Pigasse